

INDIGNATION INTERNATIONALE

APRÈS LE
MEURTRE DE
BERTA CÁCERES

DIRIGEANTE
INDIGÈNE
DU HONDURAS



RASSEMBLEMENT

JEUDI 10 MARS • 12H30 • PL. DES NATIONS

BERTA CÁCERES, militante indigène au Honduras a été assassinée aux premières heures du matin chez elle, à La Esperanza, Intibucá, par des « inconnus » armés. Cette femme engagée a non seulement défendu avec énergie les droits du mouvement paysan et indigène du Honduras, mais elle a été aussi une remarquable militante sociale, influente au niveau régional et

continental dans sa lutte pour la justice sociale et environnementale, qui s'est particulièrement illustrée dans la résistance, aux méga-projets miniers et aux grands barrages hydroélectriques. Plus d'une centaine d'organisations appellent à protester à l'échelle planétaire pour faire entendre notre indignation contre ce crime odieux perpétré avec la complicité des multinationales occidentales.

**CADTM, CETIM, Coordination Climat et Justice Sociale,
solidarités Genève, Global Campaign to Stop Impunity...**

INDIGNATION INTERNATIONALE APRÈS LE MEURTRE DE BERTA CÁCERES, DIRIGEANTE INDIGÈNE DU HONDURAS

4 mars 2016, Planète Terre
Berta Cáceres, militante indigène, représentante pendant plus de 20 ans le Conseil Civique des Organisations Populaires et Indigènes du Honduras (Copin), a été assassinée aux premières heures du matin chez elle, à La Esperanza, Intibucá, à quelques 188 km de Tegucigalpa, par des « inconnus » armés.

Berta Cáceres a non seulement défendu avec énergie les droits du mouvement paysan et indigène du Honduras, mais elle a été aussi une remarquable militante sociale, influente au niveau régional et continental dans sa lutte pour la justice sociale et environnementale, qui s'est particulièrement illustrée dans la résistance, aux méga-projets miniers et aux grands barrages hydroélectriques.

Ayant clairement identifié les Traités de libre échange comme l'un des mécanismes qui assure l'impunité des multinationales, Berta a mené un combat pour la santé, la terre, contre le patriarcat et la violence. Elle s'est opposée au coup d'Etat du 28 juin 2009, qui, pour la COPINH, a mis la violence au service des multinationales pour faciliter le pillage des biens communs et de répression des organisations sociales de l'opposition. Elle n'a jamais cessé de surcroît de réaffirmer son opposition à l'installation de bases militaires nord-américaines sur le territoire Lenca. En avril 2015 Berta Cáceres a reçu le prix Goldman, l'un des prix internationaux les plus prestigieux en matière d'environnement, qui lui a été décerné pour sa partici-

pation à la défense du territoire Lenca, menacé par les impacts -et la violence- de la construction du projet hydroélectrique Agua Zarca par la multinationale chinoise SINOHYDRO et l'entreprise hondurienne DESA (Développement énergétique SA). Cela fait des années que le peuple Lenca dénonce la violation de son droit à l'eau comme source de vie et de culture face aux harcèlements qu'il subit de la part des entreprises, des paramilitaires et du gouvernement.

Berta Cáceres était une mère de famille et faisait l'objet de mesures préventives de la Commission Interaméricaine de Derechos Humanos (CIDH) qui devaient lui assurer une protection spéciale de la part du gouvernement hondurien. Malgré cela, Berta a été assassinée par un Etat qui protège les intérêts du capital local, des multinationales qui veulent accaparer les territoires et les biens communs. Son combat pour la vie des plus démunis l'a conduite à plusieurs reprises devant les tribunaux, elle a été poursuivie et menacée.

Cette dirigeante hondurienne a dénoncé à de nombreuses reprises avoir fait l'objet de menaces de mort, dans un contexte de violence généralisée : 111 militants écologistes ont été assassinés au Honduras entre 2002 et 2014, selon le rapport « Combien d'autres ? » élaboré par l'ONG britannique Global Witness. Le Honduras est le pays ayant l'indice de violence le plus élevé des 17 pays analysés dans ce rapport qui décrit l'architecture de la violence et de l'impunité des grandes entreprises minières et du secteur hydroélectrique, entre autres, en faveur du capital privé et avec la complicité des gouvernements. Selon l'ONG hondurienne ACI-PARTICIPA

(Association pour la participation citoyenne au Honduras), plus de 90% des assassinats et violations des droits des défenseurs des droits humains au Honduras restent non résolus

Nous exigeons du gouvernement du Honduras:

- Qu'il mette fin à l'impunité et enquête sur l'assassinat de Berta Cáceres et de tous les camarades qui ont lutté pour la justice sociale et l'environnement.

- Que l'intégrité, la liberté et les droits humains de Gustavo Castro de Soto et de Aureliano Molina, compagnon de Berta Cáceres soient assurés.

- L'arrêt de tous les projets dénoncés par les défenseurs des droits humains, et notamment les projets hydroélectriques Agua Zarca sur le Río Blanco et Blue energy sur le Río Cangel.

- Le gel des investissements et du financement versés par les entreprises et les Institutions financières internationales pour des projets menés en violation des droits humains et sans consultation préalable, prévue dans l'article 169 de l'OIT.

- La cessation des poursuites y compris judiciaires contre les défenseurs des droits humains qui doivent bénéficier de mesures préventives de protection.

Nous présentons nos plus profondes condoléances à la famille de Berta Cáceres, à tous ses camarades de lutte et au peuple Lenca, après ces événements effroyables. Nous appelons les citoyens à se mobiliser et à protester devant les Ambassades et consulats du Honduras à travers le monde pour manifester leur réprobation de ce crime odieux et notre exigence de justice.